



Comité Social d'Administration du 11 octobre 2023

DÉCLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

À ce jour, la Direction Générale des Finances Publiques s'agite.
Alors que la communication officielle tente par tous les moyens de rendre notre administration attractive, la réalité est tout autre.

En effet, les résultats du dernier observatoire interne 2023 sont éloquentes. Ils indiquent une nette dégradation de la situation dans nos services, toutes catégories confondues.
Le constat est lourd. Les agents s'avouent désabusés, fatigués, pessimistes quant à leur avenir. Leur motivation est pour la majorité en baisse... Jamais les indicateurs n'avaient été aussi bas.

Et pire, le sondage réalisé par l'IFOP, sur commande du ministère ne fait que confirmer plus violemment encore une réalité dénoncée depuis longtemps par les Organisations Syndicales. Pour un peu, nous aurions pu croire que ces rapports s'inspiraient de nos tracts !

Aucune catégorie n'est épargnée, bien au contraire ! Entre stress au travail, perspectives d'avenir obscures et manque de valorisation, le ressenti chez les encadrants n'a jamais été aussi élevé.

C'est la raison pour laquelle la reconnaissance de l'investissement, du travail accompli, dans des conditions toujours plus compliquées est une attente forte de l'ensemble des personnels.

Car les conséquences du tassement de la grille indiciaire, de la dégradation de la reconnaissance des qualifications des 3 catégories A, B et C et la remise en cause du droit à la carrière prolongent les politiques inspirées et suivies depuis des années par tous les « ivres de la jungle » qui sapent progressivement l'attractivité de la fonction publique et la reconnaissance de l'engagement des fonctionnaires au nom de l'obsession de la réduction de la dépense publique.

Pour un peu, c'est le cas de le dire, on ferait passer cela pour une authentique politique salariale.

F.O. - DGFIP s'inscrit donc dans la revendication de FO Fonction Publique et exige notamment :

- un réel rattrapage de la perte du pouvoir d'achat par une revalorisation du point d'indice a minima au niveau de l'inflation ;
- une révision de la grille indiciaire assurant une amplitude de coefficient 6 entre le bas et haut de grille ;
- l'intégration des primes dans le traitement.

La Direction Générale a elle aussi rendez-vous avec les personnels. Car il y a une véritable **URGENCE à reconnaître l'engagement des agents**. Cela passe par une revalorisation perenne immédiate de la rémunération indemnitaire pour tous ! Ils n'ont que trop attendu !

Mais VOUS avez aussi, Monsieur le Directeur, toute latitude pour exprimer cette reconnaissance au plan local.

Alors bien évidemment, vous n'avez pas de possibilité budgétaire, cela se saurait.

Cependant, comme vous êtes à l'écoute des agents, que vous avez pris l'habitude d'échanger avec eux lors de vos visites, il ne vous aura pas échappé leur implication, certes, mais aussi leur fatigue.

L'épisode estival GMBI, dont les suites se prolongent malheureusement comme prévu à l'automne, a laissé de lourdes traces. Vous ne pouvez dire le contraire. Les agents des SIP, SDIF, SIE sont épuisés! Et au-delà, l'ensemble des services rencontrent de grosses difficultés !

Alors vous connaissez notre position : la reconnaissance doit se traduire en faits concrets !

À vous de prouver l'intérêt que vous portez aux agents varois en leur accordant les

2 ponts naturels de 2023 !

Vous en avez la possibilité et vous savez pertinemment que même si la journée du 10 mai se situe pendant la campagne déclarative, les usagers ne feront pas la queue devant nos guichets ce jour-là, en plein week-end férié, alors que les beaux jours sont arrivés ! Soyons un peu réalistes !

Et si cela réduit de trop la campagne, rallongeons là de 3 jours ! Cela arrive en cas de bugs techniques. Cela a été le cas, de manière précipitée et désordonnée avec GMBI !

Donc, la préoccupation de la direction se portant aussi sur le bien être des agents, faisons remonter cette demande à la DG !

Nous tenons en outre à vous rappeler que les écoles seront quant à elles fermées ! Les parents qui n'auront pas obtenu de poser un jour de congés auront-ils l'autorisation d'amener leurs enfants au bureau ?

Ce pont vous coûte peu, Monsieur, et permettra d'éviter de nombreux problèmes.

Les sujets de préoccupation sont nombreux dans le réseau. Alors, sans faire un catalogue à la Prévert, nous souhaitons attirer votre attention sur quelques points :

- La présentation du « **plan cité** », l'Arlésienne enfin dévoilée, a créé, comme vous vous y attendiez certainement, beaucoup de remous. Malgré les nouveaux plans prenant en compte les demandes contraintes des agents et des services, le compte n'y est pas. Entre surfaces de bureaux réduites, open space et manque de stationnement, les agents ne peuvent accepter cette dégradation de leurs conditions de travail. Comme d'habitude, les promesses sont loin d'être tenues et les agents trinquent ! Quelle reconnaissance pour eux !

Une motion intersyndicale sera lue ultérieurement.

- Nous parlions de **stationnement**, quelles sont les avancées sur **Brignoles** ? Vous deviez revenir vers nous.
- Nous vous avons récemment interpellés sur la **RGP**. Nous espérons que vous aurez des réponses à nous apporter. Vous comprendrez l'inquiétude de l'ensemble des agents, entretenue par le manque de visibilité et de précisions.

- **Var Amendes** : Cela aura été le fil rouge de l'ensemble de nos rencontres depuis votre arrivée dans le Var. Nous vous avons apporté des chiffres concrets, des expertises, des analyses...

Moderniser l'accueil téléphonique et gérer au plus juste la BALF correspond à une image du service public que nous partageons. Mais si on enlève le public, il ne reste que le service. Et ceci prend un tout autre sens. Nous ne pouvons partager cette vision 2.0 de notre administration. Notre vote ne sera donc pas une surprise pour vous.

Les agents du SIP comme ceux de Var amendes, se sont exprimés, majoritairement contre la fermeture de la caisse et la modification de l'accueil de var amendes (enfin, sans langue de bois, la fermeture de l'accueil généraliste).

Les problèmes sécuritaires et de déport ont eux aussi largement été évoqués.

Vous restez sourd à nos arguments, arguant la possibilité de revenir en arrière si cette expérimentation ne donnait pas les résultats escomptés. Sans vouloir mettre en doute votre parole, nous ne pouvons qu'être plus que sceptiques quant à une éventuelle fin de cette « expérimentation ».

Vous nous dites qu'un point d'étape sera réalisé à 6 mois.

Aussi, afin d'avoir des points de comparaison, nous vous demandons de nous indiquer, pour la période du 01/01/2023 au 30/06/2023, sur Var amendes :

- le montant total des sommes recouvrées tout exercice
- la moyenne mensuelle d'encaissement au guichet et par téléphone
- le nombre d'accueil physique et téléphonique sur la période (moyenne mensuelle)

Enfin, nous souhaitons avoir connaissance du nombre de prise en charge d'amendes entre 2019 et 2022 pour Var amendes, la TAMA et au niveau national

- Autre sujet : il a été évoqué par la direction lors d'une précédente réunion une « **évolution du contrôle fiscal** ». Pourriez-vous nous donner plus de précisions à ce sujet ?
- Enfin, bien que nous soyons le 11 octobre, il ne vous aura pas échappé les **températures excessives** régnant dans les bureaux des CFP l'après-midi. La sobriété énergétique ne peut se faire au détriment des agents. Car malgré le suivi des préconisations d'aération et de stores baissés, il fait entre 28 et 31°C dans les services ! Bien au-delà de la norme nationale des 26 degrés !
Nous vous demandons donc de prendre les mesures nécessaires afin que tous les personnels puissent travailler dans des conditions acceptables.

Comme vous le voyez, nous attendons de nombreuses réponses.
Pour les agents, pour le réseau.

